

DÉBAT INTERVENANTS

Jean-Claude Trichet, président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Nous avons coutume de faire un nouveau tour de table afin de formuler des critiques ou des compliments sur ce qu'ont dit les autres intervenants. Quelqu'un a-t-il des compliments à formuler ? Sinon, je passe la parole à Gabriel.

Gabriel Felbermayr, directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

Hélas pour la conférence, il y a consensus entre nous quatre. Il convient toutefois de souligner qu'il existe des frictions internes au sein des États-Unis et de l'Union européenne, et qu'il en va probablement de même en Chine. Je voudrais revenir sur l'explication de l'évolution de nos relations extérieures. Si on regarde les récentes élections en Allemagne, on constate que ces derniers mois ont été marqués par une polarisation croissante alimentée par l'inflation. Cela pousse les pays à adopter des positions plus agressives en matière de politique extérieure. Ils se retrouvent ainsi confrontés à un dilemme : d'une part, l'objectif est de réduire l'inflation et d'assurer la cohésion interne et, d'autre part, il en résulte une assertivité sur la scène internationale, quel que soit le nom qu'on lui donne : découplage, réduction des risques ou recherche d'autonomie stratégique. D'où des difficultés accrues à atteindre ces objectifs de cohésion interne. La fragmentation est coûteuse et sera probablement supportée par les plus vulnérables, ce qui ne fera qu'accentuer ces divisions internes. Voilà le dilemme qui se pose selon moi. J'ignore si nous pouvons résoudre ce dilemme, mais la première étape consisterait peut-être à reconnaître que ces politiques de réduction des risques tendent à accroître les inégalités, ce qui alimente la polarisation, avec pour conséquence la multiplication des frictions externes.

Jean-Claude Trichet

Je vous remercie. Cela semble assez clair. Sébastien, que répondez-vous à cela ?

Sébastien Jean, associé principal à l'Ifri, professeur d'économie du CNAM

Permettez-moi tout d'abord de faire remarquer que nous parlons ici des difficultés rencontrées en matière de coordination et de respect des règles et engagements internationaux. Je voudrais souligner qu'il n'est guère surprenant que les règles multilatérales ne parviennent pas à elles seules à contenir les rivalités de puissance. En l'absence d'un accord politique sur les orientations et les objectifs, les règles sont incapables de contenir ces rivalités. Je pense qu'il faudrait parvenir à un accord politique sous une forme ou une autre pour établir les priorités d'un cadre de coordination.

Le deuxième point concerne la coordination et l'inflation. Beaucoup de choses ont été dites ces derniers temps sur les risques financiers liés aux politiques monétaires des économies

avancées. En guise d'illustration des menaces que fait peser le manque de coordination, on peut citer le risque d'asymétries plus prononcées dans les économies mondiales, rendant de plus en plus difficile la prise en compte d'une variété d'objectifs, avec pour corollaire des difficultés accrues de coordination dans différents domaines. Le développement des politiques industrielles en est une autre illustration, car seuls les pays disposant d'un financement suffisant ont les moyens de les mettre en œuvre. Il s'agit donc d'une source d'asymétrie ou d'un déficit d'inclusivité au niveau mondial.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup. Vos remarques valent aussi bien pour l'Europe que pour l'économie mondiale. Je dois admettre que je suis moi-même frappé par la convergence des deux côtés de l'Atlantique sur les premiers résultats de la politique monétaire, avec une inflation sous-jacente pratiquement identique. Les Européens ont été beaucoup plus touchés que les Américains par la guerre en Europe en termes de prix du carburant et des denrées alimentaires. En outre, le fait que les États-Unis soient autosuffisants à bien des égards, tant en ce qui concerne les combustibles fossiles que les denrées alimentaires, constitue une différence substantielle. Néanmoins, l'objectif reste le même. La probabilité d'atteindre cet objectif est, à mon avis, aussi crédible qu'avant la guerre en Europe. Il s'agit là d'une lueur d'espoir par rapport à la situation des deux côtés de l'Atlantique après les premier et deuxième chocs pétroliers, qui était absolument dramatique : une inflation de 14 % et des taux d'intérêt atteignant parfois 20 %. Nous soutenons qu'une inflation à 5 % aux États-Unis et 4 % dans l'UE, c'est trop, mais nous avons déjà connu une inflation à 20 % à cause d'erreurs passées. Qu'avez-vous à dire, John ?

John Lipsky, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins

Nous nous réjouissons que des progrès aient été réalisés en matière de réduction de l'inflation et qu'ils soient, à ce jour, similaires des deux côtés de l'Atlantique, du moins en ce qui concerne l'inflation sous-jacente. Il se peut cependant que la guerre en Ukraine ait pour effet résiduel, entre autres, de modifier la structure des prix par rapport à ce qu'elle était auparavant. En d'autres termes, il est très probable que les prix relatifs de l'énergie en Europe resteront plus élevés qu'auparavant. Si tel est le cas, cela s'accompagnera sans aucun doute d'un changement structurel dans la croissance économique de l'Europe ainsi que dans les schémas commerciaux.

Je tiens par ailleurs à souligner un autre point : nous avons assisté à l'incroyable essor de l'économie chinoise ces dernières années, associé à une très forte augmentation de la demande de produits de base et de métaux - importés par l'économie chinoise - et à une énorme hausse des exportations de produits manufacturés en provenance de Chine. J'ai le sentiment, après ma récente visite, que la Chine est en voie de transformation. Elle va devoir rééquilibrer sa croissance économique en misant plus sur son marché intérieur. Aujourd'hui, cependant, la croissance de la demande intérieure chinoise ralentit et restera probablement relativement modeste par rapport à ce qu'elle était auparavant. Cela signifie des échanges en recul et différents par rapport au passé, non seulement en raison des subventions ou des sanctions étrangères, mais aussi des changements sous-jacents en Chine et dans l'économie mondiale.

Cela m'amène à un autre point. Lorsque le G20 a été créé dans le contexte de la crise financière mondiale, il a pu agir de manière décisive, notamment parce que les rivalités de puissance ont été mises de côté. Les pays n'avaient certes pas oublié leurs propres intérêts, mais ils étaient guidés par la conviction que « nous devons tous rester unis ou nous serons, à coup sûr, pendus séparément ». Des faiblesses structurelles du G20 sont toutefois apparues

au fil du temps, même s'il a pris l'ascendant sur les institutions financières multilatérales, malgré son absence de statut juridique et de processus de vote autre qu'un droit de veto détenu par chaque participant.

Résultat, c'est une entité qui a du mal à prendre des décisions et à imposer des actions dans des contextes difficiles ou conflictuels. Je pense pourtant que pour accomplir de réels progrès en matière de biens publics mondiaux, il faudra inévitablement prendre des décisions difficiles qui ne plairont pas nécessairement à tout le monde. Nous allons devoir réfléchir à la nécessité de redonner un rôle majeur aux institutions multilatérales qui sont dotées d'une structure formelle et qui peuvent prendre des décisions ayant une légitimité juridique, même sur des questions qui ne font pas l'objet d'un consensus absolu.

Jean-Claude Trichet

Merci, John. Ce que vous dites est sans aucun doute vrai au niveau de l'ONU et du Conseil de sécurité. Je suis pour ma part un peu plus optimiste après la dernière réunion du G20 à Delhi. J'ai eu l'impression que le concept de communauté internationale était toujours vivant, ne serait-ce qu'un peu. Marcus, qu'avez-vous à dire ?

Marcus Noland, vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics

Si l'on met de côté les préoccupations géopolitiques et que l'on se concentre simplement sur le changement climatique, il est clair que les États-Unis, l'Union européenne et la Chine doivent converger dans la même direction et trouver des moyens de concilier leurs différentes approches de ce problème. Mon institution a récemment accueilli une conférence sur la macroéconomie du changement climatique, organisée par Jean Pisani-Ferry. Deux de mes confrères, Chad Bown et Kim Clausing, y ont présenté un article dans lequel ils affirment que des modifications relativement mineures des règles de l'OMC pourraient grandement contribuer à réduire les conflits entre l'Union européenne, les États-Unis et la Chine sur les questions liées au climat. Le problème, bien sûr, c'est que même des modifications mineures des règles de l'OMC nécessiteront un véritable engagement diplomatique, et je ne sais pas si nous serons à la hauteur de cette tâche.